

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.335/2/V
DU 15 SEPTEMBRE 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales, le 28 mai 2010, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'article 35*bis* de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités", a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.335/2/V
VAN 15 SEPTEMBER 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 28 mei 2010 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het artikel 35*bis* van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen", heeft het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Examen du projet

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er} du préambule, *in fine*, il serait préférable de mentionner l'arrêté royal modificatif du 25 avril 1997 d'une manière plus conforme à l'usage, en mentionnant sa loi confirmative, et dès lors de rédiger la fin de cet alinéa comme suit : "et § 2, modifié par la loi du 20 décembre 1995, par l'arrêté royal du 25 avril 1997 confirmé par la loi du 12 décembre 1997, et par la loi du 10 août 2001;".

2. Aux alinéas 6, 7, 8 et 9 du préambule, il convient de mentionner les dates de l'avis de la Commission de contrôle budgétaire, soit le 27 janvier 2010, de la décision du Comité de l'assurance-soins de santé, soit le 8 février 2010, de l'avis de l'Inspecteur des Finances, soit le 16 avril 2010, et de l'accord du Secrétaire d'État au Budget, soit le 3 mai 2010.

Dispositif

Article 1^{er}

En principe, il convient de mentionner dans la phrase liminaire, tous les arrêtés encore en vigueur qui ont modifié l'article 35bis de l'annexe.

Dès lors que les modifications antérieures encore en vigueur sont particulièrement nombreuses, l'auteur du texte pourrait, dans un souci de ne pas alourdir inutilement le dispositif tout en assurant la sécurité juridique, scinder comme suit l'article en projet et ne mentionner que la dernière modification apportée à la disposition visée par le texte en projet ⁽¹⁾.

L'article 1^{er} reprendrait les modifications apportées à l'article 35bis, § 1^{er}, F. CHIRURGIE ABDOMINALE ET PATHOLOGIE DIGESTIVE, et pourrait être rédigé comme suit :

"Article 1^{er}. À l'article 35bis, § 1^{er}, F. CHIRURGIE ABDOMINALE ET PATHOLOGIE DIGESTIVE, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 janvier 2010 sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ l'intitulé "Catégorie 1a" est complété par les prestations suivantes : (...)
- 2/ les modifications suivantes sont apportées à l'intitulé "Catégorie 1b" : (...)"

Article 2 (nouveau)

Un nouvel article reprendrait les modifications apportées à l'article 35bis, § 1^{er}, G. CHIRURGIE THORACIQUE ET CARDIOLOGIE, et pourrait être rédigé comme suit :

"Art. 2. À l'article 35bis, § 1^{er}, G. CHIRURGIE THORACIQUE ET CARDIOLOGIE, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations

⁽¹⁾ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 114.

de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 1^{er} février 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1/ l'intitulé "Catégorie 1a" est complété par les prestations suivantes : (...)

2/ à l'intitulé "Catégorie 1b", la prestation suivante est supprimée : (...)"

Article 3 (nouveau)

Un nouvel article reprendrait les modifications apportées à l'article 35*bis*, § 5, F. Chirurgie abdominale et pathologie du système digestif, et pourrait être rédigé comme suit :

"Art. 3. À l'article 35*bis*, § 5, F. Chirurgie abdominale et pathologie du système digestif, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal 19 janvier 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1/ l'intitulé "Catégorie 1a" est complété par les prestations suivantes : (...)

2/ à l'intitulé "Catégorie 1b", "Matériel de consommation et matériel implantable", les modifications suivantes sont apportées : (...)"

Article 4 (nouveau)

Un nouvel article reprendrait les modifications apportées à l'article 35*bis*, § 5, G. Chirurgie thoracique et cardiologie, et pourrait être rédigé comme suit :

"Art. 4. À l'article 35*bis*, § 1^{er}, G. Chirurgie thoracique et cardiologie, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en

.../...

matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 septembre 2009, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ l'intitulé "Catégorie 1a" est complété par l'intitulé et les prestations suivants : (...)
- 2/ à l'intitulé "Catégorie 1b", "Matériel de consommation et matériel implantable", la prestation suivante est supprimée : (...).

Article 5 (nouveau)

Un nouvel article reprendrait les modifications apportées à l'article 35*bis*, § 7, F. Chirurgie abdominale et pathologie du système digestif, et pourrait être rédigé comme suit :

"Art. 5. À l'article 35*bis*, § 7, F. Chirurgie abdominale et pathologie du système digestif, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 janvier 2010, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ l'intitulé "Catégorie 1a" est complété par les prestations suivantes : (...)
- 2/ à l'intitulé "Catégorie 1b", "Matériel de consommation et matériel implantable", les modifications suivantes sont apportées : (...).

Article 6 (nouveau)

Un nouvel article reprendrait les modifications apportées à l'article 35*bis*, § 7, G. Chirurgie thoracique et cardiologie, et pourrait être rédigé comme suit :

"Art. 6. À l'article 35*bis*, § 7, G. Chirurgie thoracique et cardiologie, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en

.../...

matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 septembre 2009, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ l'intitulé "Catégorie 1a" est complété par l'intitulé et les prestations suivants : (...)
- 2/ à l'intitulé "Catégorie 1b", "Matériel de consommation et matériel implantable", la prestation suivante est supprimée : (...).

Articles 2 et 3

Ces articles deviendraient respectivement les articles 7 et 8.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. Het zou beter zijn in het eerste lid, *in fine*, van de aanhef op een meer gebruikelijke manier te verwijzen naar het koninklijk wijzigingsbesluit van 25 april 1997, door melding te maken van de wet waarbij dat besluit bekrachtigd is, en het slot van dat lid dan ook als volgt te stellen : "en § 2, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, bij het koninklijk besluit van 25 april 1997, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997, en bij de wet van 10 augustus 2001;".

2. In het zesde, zevende, achtste en negende lid van de aanhef dient melding te worden gemaakt van de datum van het advies van de Commissie voor begrotingscontrole, namelijk 27 januari 2010, de datum van de beslissing van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, namelijk 8 februari 2010, de datum van het advies van de inspecteur van Financiën, namelijk 16 april 2010, en de datum van de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, namelijk 3 mei 2010.

Dispositief

Artikel 1

In de inleidende zin moeten in principe alle nog geldende besluiten worden vermeld die artikel 35*bis* van de bijlage hebben gewijzigd.

.../...

Aangezien de nog geldende vroegere wijzigingen bijzonder talrijk zijn, zou de steller van de tekst, vanuit het streven om het dispositief niet nodeloos zwaar te maken, en tegelijkertijd de rechtszekerheid te waarborgen, het ontworpen artikel als volgt kunnen opdelen en alleen de laatste wijziging vermelden die aangebracht is in de bepaling waarvan sprake is in de ontworpen tekst ⁽¹⁾.

In artikel 1 zouden de wijzigingen worden overgenomen die worden aangebracht in artikel 35bis, § 1, F. HEELKUNDE OP HET ABDOMEN EN PATHOLOGIE VAN HET SPIJSVERTERINGSSTELSEL, welk artikel als volgt zou kunnen worden gesteld :

"Art. 1. In artikel 35bis, § 1, F. HEELKUNDE OP HET ABDOMEN EN PATHOLOGIE VAN HET SPIJSVERTERINGSSTELSEL, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ het opschrift "Categorie 1a" wordt aangevuld met de volgende verstrekkingen : (...)
- 2/ in het opschrift "Categorie 1b" worden de volgende wijzigingen aangebracht : (...)"

Artikel 2 (nieuw)

In een nieuw artikel zouden de wijzigingen worden overgenomen die worden aangebracht in artikel 35bis, § 1, G. HEELKUNDE OP DE THORAX EN CARDIOLOGIE, welk artikel als volgt zou kunnen worden gesteld :

"Art. 2. In artikel 35bis, § 1, G. HEELKUNDE OP DE THORAX EN CARDIOLOGIE, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige

⁽¹⁾ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 114.

verzorging en uitkeringen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ het opschrift "Categorie Ia" wordt aangevuld met de volgende verstrekkingen : (...)
- 2/ in het opschrift "Categorie Ib" wordt de volgende verstrekking geschrapt : (...)"

Artikel 3 (nieuw)

In een nieuw artikel zouden de wijzigingen worden overgenomen die worden aangebracht in artikel 35*bis*, § 5, F. Heelkunde op het abdomen en pathologie van het spijsverteringsstelsel, welk artikel als volgt zou kunnen worden gesteld :

"Art. 3. In artikel 35*bis*, § 5, F. Heelkunde op het abdomen en pathologie van het spijsverteringsstelsel, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ het opschrift "Categorie Ia" wordt aangevuld met de volgende verstrekkingen : (...)
- 2/ in het opschrift "Categorie Ib" "Gebruiksmateriaal en implanteerbaar materiaal" worden de volgende wijzigingen aangebracht : (...)"

Artikel 4 (nieuw)

In een nieuw artikel zouden de wijzigingen worden overgenomen die worden aangebracht in artikel 35*bis*, § 5, G. Heelkunde op de thorax en cardiologie, welk artikel als volgt zou kunnen worden gesteld :

"Art. 4. In artikel 35*bis*, § 1, G. Heelkunde op de thorax en cardiologie, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en

.../...

uitkeringen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 september 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ het opschrift "Categorie Ia" wordt aangevuld met het volgende opschrift en de volgende verstrekkingen : (...)
- 2/ in het opschrift "Categorie Ib" "Gebruiksmateriaal en implanteerbaar materiaal" wordt de volgende verstrekking geschrapt : (...).

Artikel 5 (nieuw)

In een nieuw artikel zouden de wijzigingen worden overgenomen die worden aangebracht in artikel 35bis, § 7, F. Heelkunde op het abdomen en pathologie van het spijsverteringsstelsel, welk artikel als volgt zou kunnen worden gesteld :

"Art. 5. In artikel 35bis, § 7, F. Heelkunde op het abdomen en pathologie van het spijsverteringsstelsel, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ het opschrift "Categorie Ia" wordt aangevuld met de volgende verstrekkingen : (...)
- 2/ in het opschrift "Categorie Ib" "Gebruiksmateriaal en implanteerbaar materiaal" worden de volgende wijzigingen aangebracht : (...).

Artikel 6 (nieuw)

In een nieuw artikel zouden de wijzigingen worden overgenomen die worden aangebracht in artikel 35bis, § 7, G. Heelkunde op de thorax en cardiologie, welk artikel als volgt zou kunnen worden gesteld :

"Art. 6. In artikel 35bis, § 7, G. Heelkunde op de thorax en cardiologie, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en

.../...

uitkeringen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 september 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ het opschrift "Categorie Ia" wordt aangevuld met het volgende opschrift en de volgende verstrekkingen : (...)
- 2/ in het opschrift "Categorie Ib" "Gebruiksmateriaal en implanteerbaar materiaal" wordt de volgende verstrekking geschrapt : (...).

Artikelen 2 en 3

Deze artikelen zouden respectievelijk de artikelen 7 en 8 worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre, président,
kamervoorzitter, voorzitter,

P. LIÉNARDY,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames
de Dames

M. BAGUET,

conseiller d'État,
staatsraad,

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme G. JOTTRAND, premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door
Mevr. G. JOTTRAND, eerste auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de
M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS